



Volet B

Copie à publier aux annexes du Moniteur belge
après dépôt de l'acte

Rés.
a
Mon
bel



19011159

Déposé / Reçu le

10 JAN. 2019

au greffe du tribunal de l'entreprise
francophone de Bruxelles

N° d'entreprise :

717.902.047

Dénomination

(en entier) :

**ASSOCIATION INITIATIVE POUR LA SOLIDARITE AVEC LES
REFUGIES ET LES IMMIGRANTS**

(en abrégé) :

AISRI

Forme juridique : A.S.B.L

Siège : Avenue Louise 65 boîte 11 - 1050 Bruxelles

Objet de l'acte : CONSTITUTION

les soussignés, Membres fondateurs :

- Monsieur Kadir AGRIDAG, né à Izmir (Turquie), le 08/05/1986, domicilié à Caferaga Mah. Tuglaci Eminbey Sok. Seyhan Blok NO 4 Ic Kapi NO 5, Kadikoy, Istanbul, Turquie
- Monsieur Fatih COSKUN, né à Agri (Turquie), le 03/07/1986, domicilié à Kucukyali Mah. Cumhuriyet Cad. Tuncer Blok NO 23 Ic Kapi NO 9, Maltepe, Istanbul, Turquie
- Mademoiselle Su SIMSEK, né à Sisli (Turquie), le 07/11/1987, Rue du Monastère 7/2, 1000 Bruxelles, Belgique

Les membres fondateurs réunis le 02/01/2019 et décidé de constituer une association sans but lucratif sous la dénomination "Association Initiative pour la Solidarité avec les Réfugiés et les Immigrants" dont les statuts ont été arrêtés comme suit:

CHAPITRE I

Dénomination - Siège - Durée

Article 1

1.1. L'association prend le titre d'Association Initiative pour la de Solidarité avec les Réfugiés et les Immigrants (AISRI) ASBL, en abrégé "AISRI".

Article 2

2.1. Le siège de l'association est établi sur le territoire de la Region Bruxelles-Capitale, Avenue Louise 65/11, 1050 Bruxelles, Belgique. Faisant partie de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles. Il peut être transféré par décision de son Assemblée Général en tout autre lieu situé en Belgique.

Article 3

3.1. L'association est constituée pour une durée illimitée. Elle peut en tout temps être dissoute.

3.2. Tous les actes, factures, annonces, publications et autres pièce émanant de l'ASBL doivent mentionner la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement de la mention "Association Sans But Lucratif (ASBL)" ainsi que du numéro d'entreprise de cette ASBL.

CHAPITRE II

But social

Article 4

4.1. Le but principal de cette association est d'aider les réfugiés, les demandeurs d'asile et les immigrants; trouver des solutions à leurs problèmes; réaliser des projets avec d'autres entités et avec les institutions de l'Etat de Belgique, de l'Union européenne, des autorités gouvernementales; élaborer des stratégies; organiser des ateliers et des conférences et les autres activités pour aider les groupes mentionnés.

Article 5

Les objectifs de l'association sont les suivants:

- 5.1. L'organisation d'événements et de conférences sur les problèmes des immigrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile,
- 5.2. Créer de meilleures conditions de vie pour les immigrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile,
- 5.3. Soutenir des études et des travaux visant à stopper et à limiter l'immigration et l'asile en mettant l'accent sur les raisons de l'immigration et de l'asile,
- 5.4. Donner des recommandations à d'autres entités internationales et institutions publiques s'occupant d'activités similaires,
- 5.5. Faciliter l'accès aux services et aides mis à la disposition des immigrés, des réfugiés et des demandeurs d'asile,
- 5.6. Prendre des initiatives et mener et participer à des projets visant à protéger les droits des immigrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile,
- 5.7. Collaborer avec les autorités publiques, les institutions et d'autres associations pour aider les personnes ayant besoin d'aide après une catastrophe naturelle, incendie, famine, guerre et autres catastrophes,
- 5.8. Créer des camps ou des zones habitables pour les immigrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile,
- 5.9. Participer à des projets belges, internationaux et européens pour la protection des immigrés, des réfugiés et des demandeurs d'asile,
- 5.10. Participation et organisation de panels, conférences, formations dans le monde entier et en Belgique pour accroître l'efficacité de ses travaux et mener des études académiques,
- 5.11. Créer un centre de documentation pour produire et stocker tous les documents, rapports, livres, etc. nécessaires
- 5.12. Exiger une aide et des dons internationaux et belges en respectant toutes les dispositions légales,
- 5.13. Création de centres sociaux et culturels pour ses membres et les groupes mentionnés,
- 5.14. Création de fonds et programmes pour financer et soutenir ses activités,
- 5.15. Création de branches si nécessaire,
- 5.16. Développer des partenariats locaux et internationaux pour accroître l'efficacité de ses activités, et tous les autres objectifs pertinents et légitimes.

CHAPITRE III

Membres - Admission - Demission - Exclusion

Article 6

6.1. Cette ASBL comprend deux catégories de membres:

- a) les membres effectifs
- b) les membres adhérents

Les membres pourront être des personnes physiques et/ou des personnes morales. Les personnes morales mandateront une personne physique pour les représenter dans l'association. Par ailleurs, les personnes morales renseigneront leur dénomination sociale, leur forme juridique, leur siège social et leur numéro d'entreprise.

6.2. L'ASBL compte au moins trois associés effectifs, qui disposent de tous les droits et obligations accordés aux membres visés dans la loi sur les associations sans but lucratif. Les fondateurs susmentionnés sont les premiers membres effectifs. Le président et les administrateurs en fonction possèdent également la qualité de membre effectif.

6.3. Par ailleurs toute autres personnes peuvent poser sa candidature en qualité de membre effectif à condition de respecter les statuts de l'association.

6.4. Les candidats membres adressent par écrit leur candidature à l'Assemblée générale. Celle-ci se prononcera sur l'acceptation du candidat comme membre effectif lors de sa première réunion suivante ou à un moment déterminé de l'année où toutes les candidatures sont regroupées.

6.5. Au moins 2 (deux) membres effectifs seront présents à cette réunion.

6.6. La décision est prise à la majorité simple de des membres présents.

6.7. L'Assemblée générale peut décider souverainement et sans autre motivation de ne pas accepter un candidat en qualité de membre effectif.

Article 7

7.1. Les membres adhérents sont des entreprises, personnes morales ou personnes physiques, qui exercent leur activité dans le monde entier. Leur nombre est illimité. La demande en vue de devenir membre adhérent est formulée par écrit au Conseil d'administration de l'association. Elle implique l'adhésion aux statuts et au règlement de l'association. Les décisions du Conseil d'administration en matière d'admission de membres ne doivent pas être motivées.

Article 8

8.1. Le Conseil d'administration tient au siège de l'association un registre des membres. Ce registre contient les mentions prévues par la loi. Tous les membres peuvent consulter au siège de l'association le registre des membres, ainsi que tous les procès-verbaux et décisions de l'Assemblée générale et du Conseil d'administration.

Article 9

9.1. Les membres sont régulièrement informés des activités de l'association et peuvent prétendre à tous les services de celle-ci dans le cadre de son objet statutaire. Les membres contribuent à l'objet et au fonctionnement de l'association et soutiennent cette dernière par une cotisation annuelle qui est déterminée par l'Assemblée générale.

Article 10

10.1. Chaque membre de l'association est en droit de quitter l'association en remettant sa démission écrite au Conseil d'administration. Les membres qui ne payent pas les cotisations qu'ils sont tenus de payer, peuvent, sur décision du Conseil d'administration, être considérés comme démissionnaires.

10.2. L'exclusion d'un membre ne peut être prononcée que par l'Assemblée générale à la majorité des deux tiers des voix présentes. Les membres dont l'exclusion est proposée, doivent, en tous cas avoir été convoqués par lettre recommandée afin de pouvoir présenter leur défense.

10.3. Le Conseil d'administration peut, dans l'attente d'une décision de l'Assemblée générale, suspendre les membres qui se seraient rendus coupables d'actes contraires aux statuts ou aux lois de l'honneur et de la bienséance. Ni le démissionnaire, ni le membre exclu, ni ses ayants droits ne peuvent en rien prétendre au fonds social, ou exiger le remboursement des montants qu'ils ont versés.

CHAPTER IV

Assemblée Générale

Article 11

11.1. L'Assemblée générale est composée de tous les membres, effectifs et adhérents, en ordre de cotisation. Elle est présidée par le président ou à défaut par le plus âgé des vice-présidents du Conseil d'administration.

Article 12

12.1. L'Assemblée générale est le pouvoir souverain de l'association. Elle détient les pouvoirs qui lui sont expressément reconnus par la loi et par les présents statuts. Sont notamment réservés à sa compétence:

- Les modifications des statuts sociaux
- La fixation et la modification du nombre d'administrateurs
- La nomination et la révocation des administrateurs
- L'exclusion d'un membre
- L'approbation du budget et des comptes
- L'octroi de la décharge aux administrateurs

- La dissolution de l'association
- Tous les autres cas où la loi et les statuts l'exigent

Article 13

13.1. L'Assemblée générale se réunit au moins une fois par an.

13.2. Les membres peuvent à tout moment être convoqués en Assemblée générale extraordinaire sur décision du Conseil d'administration ou sur la demande des deux tiers des membres. Cette requête doit mentionner les différents points devant être présentés à l'assemblée qui se réunira dans les cinq semaines suivant la requête.

13.3. L'Assemblée générale est convoquée par lettre ordinaire au moins quinze jours avant la date de la réunion, la date de la poste faisant foi. L'invitation est signée par le président ou un vice-président et un administrateur au nom du Conseil d'administration et mentionne l'endroit, le jour et l'heure de l'assemblée.

13.4. L'ordre du jour figure sur la lettre de convocation. L'Assemblée générale ne peut délibérer sur des points ne figurant pas à l'ordre du jour que sur décision du Conseil d'administration. Toute proposition signée par un vingtième des membres de la dernière liste annuelle doit être portée à l'ordre du jour.

Article 14

14.1. Chaque membre est en droit d'assister à l'assemblée et bénéficie du droit de vote, il dispose d'une voix. Chaque mandataire d'une personne morale membre ne peut être porteur que de deux procurations, y compris celle de son entreprise. Chaque membre, personne physique, ne peut être porteur que d'une procuration.

Article 15

15.1. Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés, sauf stipulation contraire dans la loi ou les statuts. En cas de parité des suffrages, la voix du président, ou en son absence celle du vice-président faisant fonction de président, est déterminante.

Article 16

16.1. L'Assemblée générale ne peut valablement délibérer ou prendre de décision sur les modifications des statuts ou la dissolution de l'association que lorsque leur objet est explicitement mentionné dans la lettre de convocation et lorsque les deux tiers des membres sont présents ou représentés à l'assemblée. Si deux tiers des membres ne sont pas présents ou représentés à la première assemblée, le Conseil d'administration doit convoquer une deuxième assemblée qui sera tenue au plus tôt le trentième jour suivant la date de la première Assemblée générale, les mêmes modalités de décision prévalant, cette assemblée peut délibérer quel que soit le nombre de membres présents ou représentés. La décision de cette Assemblée générale doit être soumise, pour ratification, au tribunal civil.

Article 17

17.1. Les décisions de l'Assemblée générale sont consignées au registre des procès-verbaux, signé par le président, ainsi que par les membres qui en font la demande. Ce registre est conservé au siège de l'association où tous les membres peuvent en prendre connaissance sans toutefois déplacer le registre. Toute modification des statuts doit être publiée aux annexes au Moniteur belge dans le mois qui suit la décision de modification, il en va de même des nominations, des démissions ou destitutions d'administrateurs. Les décisions de l'Assemblée générale et celles du tribunal concernant la dissolution de l'association, les conditions de liquidation et la désignation des liquidateurs, ainsi que les noms, la profession et le domicile des liquidateurs, sont publiés sous forme d'extraits aux annexes au Moniteur belge.

CHAPITRE V

Conseil d'Administration

Article 18

18.1. L'association est administrée par un Conseil composé d'un minimum de trois administrateurs et de sept au plus, choisis parmi les personnes relevant du cadre dirigeant des membres de l'association en ordre de cotisation. Les membres du Conseil d'administration sont désignés, à la majorité simple et au scrutin secret, par l'Assemblée générale pour une durée 3 ans et sont en tout temps destituables par cette dernière.

18.2. Les administrateurs sortants sont toujours rééligibles. Si les mandats ne sont pas renouvelés après expiration des périodes prévues, les administrateurs continuent à exercer leur mandat jusqu'à ce qu'il soit pourvu à leur remplacement. Les administrateurs exercent leur mandat à titre gracieux. Est démissionnaire de plein droit, l'administrateur qui ne remplit plus les conditions requises pour être choisi administrateur en ce compris le manque d'assiduité au Conseil d'administration. Est également démissionnaire de plein droit la personne qui quitte le cadre dirigeant de l'entreprise dont il faisait partie au moment de sa nomination.

Article 19

19.1. Le Conseil d'administration représente et engage l'association dans tous les actes judiciaires et extra-judiciaires. Il peut accomplir tous les actes de gestion et de disposition, pour autant que ceux-ci ne soient pas exclusivement réservés à l'Assemblée générale par la loi ou les statuts.

Article 20

20.1. Le Conseil d'administration déléguera sous sa responsabilité et dans le cadre du Règlement d'Ordre Intérieur, la gestion journalière de l'association, avec usage de la signature afférente à cette gestion, à un ou plusieurs de ses membres, agissant conjointement le cas échéant.

Article 21

21.1. De par leur fonction, les administrateurs ne contractent aucune obligation personnelle en ce qui concerne les engagements de l'association et ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Article 22

22.1. Le Conseil désigne parmi ses membres un président, un ou plusieurs vice-présidents, un trésorier et un secrétaire.

22.2. Le trésorier aura automatiquement aussi la fonction de vice-président.

Article 23

23.1. Le Conseil d'administration se réunit un minimum de trois fois par an et chaque fois que les intérêts de l'association le requièrent, sur la demande du président ou de deux administrateurs. Deux tiers des membres peuvent introduire une requête de convocation, dûment motivée, auprès du président. Les réunions du Conseil sont présidées par le président. En cas d'empêchement ou d'absence du président, la réunion est présidée par le vice-président ou, à défaut, par l'administrateur le plus ancien. Un administrateur peut se faire représenter aux réunions du Conseil par un autre administrateur, chaque administrateur ne peut être porteur que d'une procuration.

Article 24

24.1. A chaque réunion du Conseil d'administration, des procès-verbaux sont rédigés par le secrétaire. Ils sont portés sur un registre destiné à cet effet après approbation par les membres présents lors du Conseil d'administration suivant.

Article 25

25.1. L'administrateur qui possède des intérêts contraires à ceux de l'association dans une décision présentée au Conseil d'administration, est tenu d'en avertir le Conseil et de s'abstenir lors de la délibération et du vote.

Article 26

26.1. Les actes qui engagent l'association, autres que ceux de gestion journalière, sont signés par le président ou un vice-président et un administrateur.

Article 27

27.1. Le Conseil ne peut prendre de décisions que si la moitié de ses membres sont présents ou représentés. Le cas échéant, un deuxième Conseil sera convoqué et délibérera quel que soit le nombre de voix présentes, à la majorité simple des voix présentes. Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de parité, la voix du président ou en son absence du vice-président qui préside le Conseil d'administration sera prépondérante.

Article 28

28.1. Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de l'association. Il peut notamment, sans que cette énumération soit limitative et sans préjudice de tous autres pouvoirs dérivant de la loi ou des Statuts, contracter tous actes et contrats, transiger, acquérir, échanger, vendre tous biens meubles et immeubles, hypothéquer, emprunter, conclure des baux de toute durée, accepter tous legs, subsides, donations et transferts, renoncer à tous droits, conférer tous pouvoirs à des mandataires de son choix, membres ou non de l'association, représenter l'association en justice tant en qualité de demanderesse que de défenderesse. Il peut également nommer et révoquer le personnel de l'association, toucher et percevoir toutes sommes et valeurs, retirer toutes sommes et valeurs consignées, ouvrir tous comptes auprès des banques et de l'office des chèques postaux, effectuer sur lesdits comptes toutes opérations et notamment tous retraits de fonds par chèques, ordres de virements ou transferts ou tous autres modes de paiements, prendre en location tous coffres en banque, payer toutes sommes dues

par l'association, retirer de la poste, de la douane ainsi que de la société des chemins de fers les lettres, télégrammes et colis recommandés, assurés ou non, encaisser tous mandats-postaux ainsi que toutes assignations ou quittances postales.

28.2. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par les statuts ou l'Assemblée générale sont de la compétence du Conseil d'administration.

Article 29

29.1. Le Conseil d'administration nomme, tous les agents employés et membres du personnel de l'association et les destitue; il détermine leurs occupations et traitements.

Article 30

30.1. Le président ou deux administrateurs peuvent inviter aux réunions du Conseil d'administration, selon les besoins et à titre consultatif, toute personne dont la présence leur paraîtrait nécessaire.

CHAPITRE VI

Règlement d'ordre intérieur (ROI)

Article 31

31.1. Un ROI pourra être présenté par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale. Des modifications de ce règlement pourront être apportées par une Assemblée générale statuant à la majorité simple des membres présents ou représentés. Le ROI ne peut déroger aux présents statuts. Il ne peut à ce propos fixer les droits et obligations des membres adhérents, ceux-ci étant mentionnés dans les présents statuts uniquement.

CHAPITRE VII

Budget et comptes

Article 32

32.1. L'exercice social commence le 1^{er} janvier pour se terminer le 31 décembre. Chaque année, le 31 décembre et pour la première fois le 31 décembre 2019, les écritures sont arrêtées et le Conseil d'administration dresse le compte de l'exercice écoulé. Il établit également le budget qui va commencer. L'adoption des comptes par l'Assemblée générale vaut décharge pour le Conseil d'administration.

Article 33

Réservé
au
Moniteur
belge



Volet B - Suite

33.1. L'Assemblée générale peut désigner un commissaire chargé de vérifier les comptes de l'association et de lui présenter un rapport annuel. Il sera alors nommé pour deux ans et rééligible.

CHAPITRE VIII

Dissolution – Liquidation

Article 34

34.1. En cas de dissolution de l'association, conformément à la loi, les opérations de liquidation seront assumées par un liquidateur désigné par l'Assemblée générale. L'Assemblée générale déterminera la destination des biens de l'association en leur donnant une affectation aussi proche que possible de l'objet social.

CHAPITRE IX

Dispositions diverses

Article 35

35.1. Tout ce qui n'est pas explicitement prévu dans les présents statuts est réglé par la loi belge coordonnée régissant les associations sans but lucratif.

35.2. Le Conseil d'Administration (les trois membres fondateurs et effectifs mentionnés ci-dessus dans cet acte) ce jour a nommé en qualité d'administrateurs au sein du Conseil d'Administration:

- 1.Président : Monsieur Kadir AGRIDAG
- 2.Trésorier : Mademoiselle Su SIMSEK
- 3.Secrétaire : Monsieur Fatih COSKUN

Fait à Bruxelles en 4 exemplaires originaux, chacun des signatures ayant reçu le sien,
le 02/01/2019

Le président
Kadir Agridag

Tresorier
Su Simsek

Secrétaire
Fatih Coskun

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 22/01/2019 - Annexes du Moniteur belge